



ASSOCIATION INSTITUT DES AFRIQUES

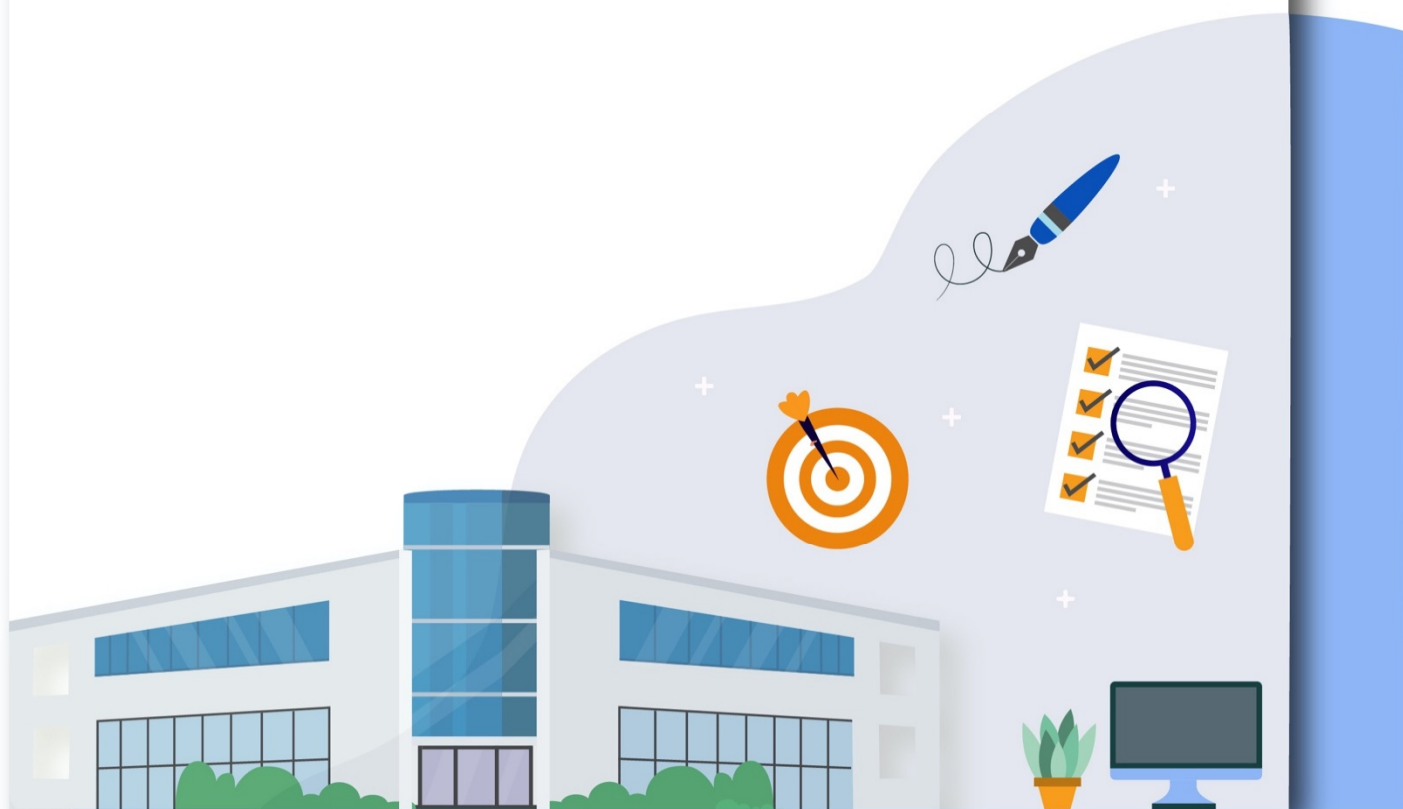
Institut d'Etudes Politiques

11, allée Ausone

33600 Pessac

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC Grande-Aquitaine - 5, Avenue Charles Lindbergh - BP 10 196 - 33708 MERIGNAC Cedex
Tél: 05 56 12 94 93 / Fax: 05 56 12 94 94



CBP AUDIT

Société de Commissariat aux comptes
Inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes
Rattachée à la CRCC Grande Aquitaine

INSTITUT DES AFRIQUES

Association déclarée / 810 177 527
Institut d'Etudes Politiques
11, allée Ausone 33600 Pessac

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'association INSTITUT DES AFRIQUES,

Opinion

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale relative aux exercices antérieurs. Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION INSTITUT DES AFRIQUES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre association n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice 2023 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres de l'Association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac
Le Mardi 03 Juin 2025

CBP AUDIT
Etienne HARRAN
Commissaire aux comptes

C.B.P. AUDIT
Commissariat aux Comptes - Audit
5 Avenue Charles Lindbergh - B.P 10198
33705 MÉRIGNAC Cédex
Tél 05.56.12.94.93
S.A.R.L au capital de 12 000 €
SIRET 507 978 385 00031 - NAF 6920Z

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Bilan actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, ...				
	Autres immobilisations corporelles	3 188	995	2 193	491
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
ACTIF CIRCULANT	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	3 188	995	2 193	491
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières				
	En-cours de production				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	CRÉANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	266		266	1 579
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	8 958		8 958	11 970
	Capital souscrit appelé non versé				
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie				
	DISPONIBILITÉS	69 564		69 564	
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 044		2 044	10 302
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	80 832		80 832	23 851
	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	84 020	995	83 025	24 342

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	RÉSERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	13 007	13 007
	REPORT À NOUVEAU	-27 194	-27 751
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	15 764	557
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	942	
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
TOTAL FONDS PROPRES (I)		2 519	-14 187
AUTRES F.P.	Avances conditionnées		
	Produit des émissions de titres participatifs		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)			
	Total fonds reportés et dédiés (II)		
	Fonds dédiés reportés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)			
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)			
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 122
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 937	11 986
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	34 669	15 425
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	43 900	9 996
	TOTAL DETTES (IV)	80 506	38 529
Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)		83 025	24 342

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	8 535	8 560
	Total des ventes de biens et services	36 712	48 034
	Vente de biens	15 049	5 815
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	21 663	42 219
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs	238 194	161 324
	Concours publics et subventions d'exploitation	224 615	157 594
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	2 100	200
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	11 479	3 530
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	475	2 185
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		283 916	220 102
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	98 090	92 505
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	2 465	1 440
	Salaires et traitements	105 277	92 582
	Charges sociales	28 587	15 315
	Dotations aux amortissements et aux provisions	582	301
	Sur actif circulant : dotation aux provisions		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		
	Report des fonds dédiés		
	Autres charges	33 662	17 403
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	268 662	219 546
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		15 254	556

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	351	1
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		351	1
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)			
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		351	1
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		15 606	557
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	158	
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		158	
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		158	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		284 426	220 103
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		268 662	219 546
EXCÉDENT OU DÉFICIT		15 764	557
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature	5 969	3 089
	Prestations en nature	26 068	15 256
	Bénévolat		
	TOTAL	32 038	18 345
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	-827	
	Charges de prestations en nature	-26 068	-15 256
	Personnel bénévole	-5 143	-3 089
TOTAL		-32 038	-18 345

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.
Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **83 024,87 €**.
Le résultat net comptable est **un bénéfice** de **15 763,89 €**.
Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règlement comptable

Description de l'entité

Projet associatif :

L'association Institut des Afriques a pour but de promouvoir les synergies entre les acteurs qui de la part de leur objet social, leurs activités ou leurs sensibilités, travaillent sur les Afriques.

Elle a pour mission d'impulser et soutenir les activités en rapport avec les Afriques sur le territoire aquitain et faire rayonner au niveau national et international ses activités.

Moyens mis en œuvre :

Les principaux moyens mis en œuvre par l'association afin de réaliser son projet associatif sont les suivants :

- le bénévolat ;
- les ressources humaines ;
- les prestations de services ;
- les subventions ;
- et les contributions financières.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir

Avances remboursables

Les avances reçues d'organismes publics ou privés pour le financement des activités de la Société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Autres fonds propres ». Les intérêts correspondants sont présentés au passif du bilan en Emprunts et dettes financières diverses.

Subventions

Inscription proratisée :

L'association a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.



Indemnité de départ à la retraite

Les engagements retraites n'ont pas donné lieu à comptabilisation en raison :

- du manque d'ancienneté des salariés ;
- de l'absence de salariés proches de l'âge légal de départ en retraite.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Provision pour congés payés lors d'arrêt maladie non professionnel

La structure a identifié des personnes concernées par l'article 37 de la loi DDADUE et une provision a bien été constatée.

Événements significatifs

Evénements post-clôture

Sans impact :

Il n'y a pas d'évènements significatifs postérieurs à compter de la clôture.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillag...				
Autres immobilisations corporelles	904	2 284		3 188
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillag...				
Autres	413	582		995
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients	266	266		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux	590	590		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	5	5		
Divers	8 363	8 363		
Groupes et associés				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance	2 044	2 044		
TOTAL	11 269	11 269		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	2 044	
TOTAL	2 044	

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Informations relatives au passif



Variation des fonds propres

Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	13 007				13 007
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	- 27 751	557			- 27 194
Excédent ou déficit de l'exercice		15 763			15 763
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement			1 100	- 158	942
Provisions réglementées					
TOTAL	- 14 744	16 320	1 100	- 158	2 518

L'association a perçu une subvention d'investissement à hauteur de 1 100€ au cours de l'année 2024.

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissements de ...				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 937	1 937		
Personnel et comptes rattachés	7 740	7 740		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	9 665	9 665		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	17 265	17 265		
Dettes sur immobilisations et comptes ratt...				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	43 900	43 900		
TOTAL	80 506	80 506		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des emprunts et dettes contracté...				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	- 43 900	
TOTAL	- 43 900	

Informations relatives au compte de résultat



Concours publics et subventions

Subventions :

- Collectivités territoriales : 101 500€ ;
- Ville de Bordeaux : 6 000€;
- Bordeaux Métropole : 9 245€ ;
- Ambassade du Rwanda : 9 996€ ;
- Institut Français : 22 000€ ;
- Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères : 100 000€ dont 40 000€ en PCA ;
- CROUS : 1 663€ ;
- DRDJSCS : 1 000€.
- **Total : 211 404€.**

État des charges à payer et des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir	- 590	
TOTAL	- 590	

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	78	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	7 740	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	2 879	
État - Charges à payer	1 636	
TOTAL	12 332	

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 356 heures à un taux horaire moyen de 14.45€/heure correspond à un montant de 5 142.78 euros au titre de l'année 2024.

Mise à disposition gratuite des biens

L'association a bénéficié au cours de l'année 2024 de plusieurs mises à dispositions gratuites de lieu pour réaliser leurs évènements. Ces mises à dispositions ont été valorisé à 26 068.36 euros.
Elle a également bénéficié d'un don en nature de fournitures d'arts plastiques pour un montant valorisé à 826.70 euros.

Informations relatives à l'effectif

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres			
Non-cadres			
Employés		4	



Mathieu BLANC - Thibault TESSONNEAU
Florian MANIERE - Etienne HARRAN

